

Communiqué : les élections à la Fédération Française du Sport Automobile

Par 9 membres de l'Assemblée Générale

Nous ne nous rendrons pas le 22 août prochain à l'Assemblée Générale Elective de la Fédération Française du Sport Automobile.

Depuis plus d'un an, nous nous battons pour une fédération plus démocratique, plus transparente, plus passionnée. Nous ne voulons plus d'une entité administrative et financière qui se contente de règlementer et taxer les licenciés et les organisateurs sans avoir de grands projets. Nous n'acceptons plus de voir mourir des disciplines, des championnats entiers avec pour seule réaction la résignation. La succession de décisions sur le court terme trahit le manque de vision, d'ambition.

Nous n'acceptons pas non plus le manque de transparence sur les aspects financiers et commerciaux. La confidentialité invoquée autour de contrats de missions, la dissimulation de la nature de ces contrats aux membres de l'Assemblée Générale, le transit de sommes importantes par la FFSA vers des membres de cette Assemblée Générale. Tout cela ne fait qu'amplifier la suspicion, la méfiance, voire la défiance envers le système fédéral en place.

Nous n'acceptons plus les manœuvres politiques visant à museler une opposition, les petits arrangements avec les statuts pour empêcher les questionnements gênants, les menaces de poursuite pour ceux qui ne sont pas « dans la ligne du parti », les réorganisations de pouvoir électif établissant une discrimination entre les licenciés de différentes Ligues . Jusqu'à cette décision d'une élection en plein mois d'août, le premier jour de la période de six mois prévue par nos autorités de tutelle. Cette précipitation ne laisse à une opposition aucun délai pour s'organiser et phagocyté le débat démocratique sur les programmes offrant le meilleur choix aux délégués appelés à se prononcer au nom de leurs licenciés. La FFSA sera la seule grande fédération sportive à procéder ainsi, les autres se donnant la chance d'enrichir leur action future par le débat et l'échange d'idées.

La gouvernance en place n'a plus la crédibilité, la compétence, la valeur qui sied à une grande fédération. Le système en place ne permet plus le dialogue, la contradiction et donc la réelle démocratie, bafouant les règles éthiques régissant notre sport. Cette situation qui a été créée va à l'encontre des intérêts les plus fondamentaux de notre sport, qu'il s'agisse de licenciés, partenaires divers et contribuables.

Nous ne participerons donc pas à un vote joué d'avance qui confortera une équipe dont nous constatons depuis trop longtemps les piètres résultats.

Jacques OLIVIER,, Jean-Michel FILLoux, Jean-Roch LEBossÉ, Jean-Claude LEFORESTIER, Jean-Claude LEUVREY, Dominique LUNEL, Jean-Pierre MAUVEAUX, Daniel POISSENOT, Alain TISSEUIL